



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1998/1124
27 novembre 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 25 NOVEMBRE 1998, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT
DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE PROCUREUR DU TRIBUNAL
INTERNATIONAL CHARGÉ DE POURSUIVRE LES PERSONNES PRÉSUMÉES
RESPONSABLES DE VIOLATIONS GRAVES DU DROIT INTERNATIONAL
HUMANITAIRE COMMISES SUR LE TERRITOIRE DE L'EX-YOUGOSLAVIE
DEPUIS 1991

Suite à la déclaration datée du 10 novembre 1998 publiée par le Ministère fédéral de la justice de la République fédérale de Yougoslavie, qui a été distribuée lors de la présente session de l'Assemblée générale sous la cote A/53/653-S/1998/1051, je me vois dans l'obligation de faire une mise au point. Ce document contient en effet plusieurs inexactitudes qui donnent une image déformée de la réalité.

La visite que je prévoyais de faire, en compagnie de plusieurs de mes collaborateurs, en République fédérale de Yougoslavie avait pour principal objectif, outre d'assister à une conférence à Belgrade, d'enquêter sur des crimes qui auraient été commis au Kosovo et qui relèvent de la juridiction du Tribunal en vertu du mandat que lui a confié le Conseil de sécurité.

Ayant précisé aux autorités de la République fédérale de Yougoslavie les activités que mes collaborateurs et moi-même avions l'intention de mener, j'avais demandé des visas d'entrée. Or, les autorités de la République fédérale de Yougoslavie n'ont délivré de visas d'entrée qu'à la Présidente du Tribunal et à ceux de ses collaborateurs qui devaient assister à la conférence de Belgrade. Elles ont par ailleurs indiqué qu'elles étaient disposées à délivrer, sous certaines conditions, des visas d'entrée à moi-même ainsi qu'au Procureur adjoint et à certains de mes collaborateurs – personnel de sécurité et interprètes – mais pas aux membres de mon équipe d'enquête.

En outre, répondant à ma demande de visas aux fins de mener une enquête, les autorités de la République fédérale de Yougoslavie ont proposé de délivrer des visas d'entrée sous réserve que ni mes collaborateurs ni moi-même ne soyons autorisés à nous rendre au Kosovo pour mener l'enquête en question.

En conséquence, j'ai estimé que de telles restrictions, qui empêchaient en fait le Bureau du Procureur de s'acquitter du mandat dont le Conseil de sécurité l'avait chargé, n'étaient pas acceptables, et j'ai pris la décision de reporter ma visite en République fédérale de Yougoslavie.

L'Ambassadeur de la République fédérale de Yougoslavie aux Pays-Bas a été informé de cette décision et des raisons pour lesquelles mes collaborateurs et moi-même avons décidé de reporter la visite que nous avions prévu de faire dans la République fédérale.

C'est donc bien à dessein que nous avons annulé notre voyage en République fédérale de Yougoslavie, et ce, suite aux agissements des autorités yougoslaves, dont le but était de restreindre mes déplacements et ceux de mes collaborateurs dans le pays, en violation des droits qui nous ont été conférés par plusieurs résolutions du Conseil de sécurité agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

Le Procureur

(Signé) Louise ARBOUR
